Ces femmes que je ne saurais voir

Ophélie Rillon

► To cite this version:

| Ophélie Rillon. Ces femmes que je ne saurais voir. Hypothèses., 2012. hal-01540035

HAL Id: hal-01540035

<https://hal.science/hal-01540035>

Submitted on 8 Jan 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CES FEMMES QUE JE NE SAURAI VOIR

Les dimensions sexuées de l'enquête de terrain en histoire

Ophélie Rillon

Publications de la Sorbonne | « *Hypothèses* »

2012/1 15 | pages 41 à 51

ISSN 1298-6216

ISBN 9782859447090

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-hypotheses-2012-1-page-41.htm>

Pour citer cet article :

Ophélie Rillon, « Ces femmes que je ne saurais voir. Les dimensions sexuées de l'enquête de terrain en histoire », *Hypothèses* 2012/1 (15), p. 41-51.

Distribution électronique Cairn.info pour Publications de la Sorbonne.

© Publications de la Sorbonne. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Ces femmes que je ne saurais voir

Les dimensions sexuées de l'enquête de terrain en histoire

OPHÉLIE RILLON*

« Femmes emmurées, comment vous rejoindre ? »¹, s'interrogeait Michelle Perrot face à l'invisibilité des femmes dans les archives et aux carences « de sources directes » produites par ces dernières. Nombre d'auteur-e-s se sont penché-e-s sur cette question des sources en écrivant l'histoire des femmes et du genre². Dans le cadre de mes recherches sur le genre des mouvements de contestation à l'époque contemporaine au Mali, il est apparu clairement que contester s'écrivait au masculin dans les archives forgées par les instances du contrôle social³. Seuls les hommes y sont mentionnés car, leaders des organisations politiques, syndicales, associatives, ce sont eux qui sont surveillés et arrêtés. Aller sur le terrain afin de produire mes propres données – observer, écouter, récolter – constitue donc un moyen de contourner le filtre sexué des archives et d'« intégrer à l'écriture de l'histoire » des discours autres⁴, des expériences marginalisées de « femmes en action »⁵.

* Doctorante à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, elle prépare une thèse intitulée « Le genre des mobilisations sociales et politiques au Mali (1960-2009) », sous la direction de Pierre Boilley.

1. M. PERROT, « La femme populaire rebelle », dans *L'Histoire sans qualités*, C. DUFRANCATEL dir., Paris, 1979, p. 126.

2. F. THÉBAUD, *Écrire l'histoire des femmes et du genre*, Paris, p. 71-78 ; M. RODET, « C'est le regard qui fait l'histoire. Comment utiliser des archives coloniales qui nous renseignent malgré elles sur l'histoire des femmes africaines », *Terrains et Travaux*, 10 (2006), p. 18-35.

3. Archives de police et de gendarmerie consultées au ministère de l'Administration territoriale et des Collectivités locales. Archives du bureau politique de l'Union soudanaise - Rassemblement démocratique africain, (1960-1968), du Comité militaire de libération nationale (1968-1979) et de l'Union démocratique du peuple malien (1979-1991) entreposées aux Archives nationales de Bamako.

4. *Quand les femmes témoignent. Histoire orale. Histoire des femmes. Mémoire des femmes*, F. THÉBAUD et G. DERMANYAN dir., Paris, 2009, p. 13.

5. M. PERROT, « La femme populaire rebelle », art. cité, p. 127.

Les traces et les indices de la contestation relevés au Mali comportent cependant des limites similaires aux matériaux traditionnels de l'historien : sur les quarante-sept personnes avec lesquelles j'ai mené des entretiens, au cours de ces dernières années, seulement huit étaient des femmes⁶. La transmission de la mémoire des acteurs – par la parole ou le matériel – n'échappe pas à la division sexuée des tâches dans la société malienne, et faire du terrain ne serait peut-être pas toujours probant pour faire émerger des paroles féminines. Sur la courte durée, l'un des obstacles auquel est confronté le chercheur est « cette *lenteur nécessaire* »⁷, imposée par les modalités de transmission de la mémoire, spécifiques à chaque société. Pourtant, loin de minimiser la valeur heuristique de l'enquête de terrain, cet article entend montrer que les difficultés rencontrées informent sur la dimension sexuée des mouvements de contestation ; que le travail d'autoréflexion sur la production des données participe de l'accès aux connaissances.

La démarche réflexive du chercheur s'observant chercher, héritée de la sociologie et de l'anthropologie⁸, renvoie à la requête de Marc Bloch adressée aux historiens, de rendre visible dans leurs travaux « le spectacle de la recherche, avec ses succès et ses traverses »⁹. Si cette exigence de « confession » est aujourd'hui suivie pour tout ce qui a trait au dépouillement d'archives¹⁰, nombre d'historiens demeurent silencieux quant aux modalités de production de leurs propres sources. « Le moi répugne [à l'historien] », note Christophe Prochasson¹¹. Ces silences, à l'égard de pratiques qui relèvent de l'intimité de la recherche et mettent en « je » l'individualité du chercheur, sont encore plus éloquents chez les jeunes chercheurs¹². Pourtant, interroger

6. Entretiens réalisés entre 2007 et 2011. Ce décompte ne tient pas compte des entretiens informels qui ne furent ni enregistrés ou pris en notes sur le moment, ni des entretiens multiples menés avec une même personne.

7. M. DIAWARA, *La Graine de la parole*, Stuttgart, 1990, p. 163.

8. P. BOURDIEU et L. WACQUANT, *Réponses. Pour une anthropologie réflexive*, Paris, 1992 ; C. PEZZERIL, « Réflexivité et dualité sexuelle. Déconstruction d'une enquête anthropologique sur l'islam au Sénégal », *Journal des anthropologues*, 108-109 (2007), p. 353-380.

9. M. BLOCH, *Apologie pour l'histoire*, Paris, 1952, p. 30.

10. A. CORBIN, *Le Monde retrouvé de Louis François Pinagot : sur les traces d'un inconnu 1798-1876*, Paris, 2002.

11. C. PROCHASSON, « Les jeux du "je" » : aperçus sur la subjectivité de l'historien », *Sociétés et Représentations*, 13 (2002), p. 221 ; P. CARRAD, « Une historienne et le "personnel". Le Goût de l'archive d'Arlette Farge », *Sociétés et Représentations*, 13 (2002), p. 227-245.

12. F. WEBER, *Manuel de l'ethnographe*, Paris, 2009, p. 19-34.

les conditions sociales de production des données et du savoir, jusque dans leurs dimensions sexuées, est aussi un gage de rigueur scientifique.

Mes différentes enquêtes de terrain ont visé à collecter un corpus de données qui rendent compte de la multiplicité des expériences d'insoumission et des pratiques contestataires relevant de « l'infra-ordinaire »¹³. Au Mali, les archives privées font défaut au chercheur travaillant sur les mouvements de protestation. En effet, les deux régimes de parti unique qui se succédèrent entre 1960 et 1991 ne toléraient aucune voix dissonante. La destruction du matériel militant comme les tracts, les affiches, les brochures, les comptes rendus de réunion, fut donc une arme de survie dans la clandestinité. Très souvent, ces documents furent édités à l'étranger, à Paris ou à Dakar, puis transportés sous le manteau au Mali. Avec l'ouverture démocratique initiée en 1991, nombre d'opposants rentrèrent au pays. Mais les déménagements successifs associés aux conditions de vie locale (espace restreint des maisons, intempéries) ne favorisèrent pas la conservation de ce type de matériaux¹⁴. Il m'a été cependant possible d'accéder à des documents inédits épargnés par les aléas du temps : quelques brochures¹⁵, des archives juridiques transmises par un avocat – leur accès m'ayant été tout d'abord refusé par le ministère de la Justice, se pose le problème de leur citation et de leur diffusion, même dans un travail universitaire – et enfin, des notes personnelles léguées par divers informateurs. On dispose d'autre part d'un certain nombre de témoignages publiés dans les années 1990-2000 et écrits par des hommes qui connurent les geôles de la dictature militaire de Moussa Traoré (1968-1991). Soldats ou militants, incarcérés pour des motifs politiques, tous se posent de fait en acteurs incontournables de l'histoire politique. Quant aux femmes, très peu d'entre elles se sont emparées de la plume pour s'exprimer. À l'exception de l'autobiographie d'Aoua Keita, qui relate son combat au sein de l'US-RDA, parti nationaliste qui conduisit le Mali à l'indépendance en 1960¹⁶, les écrits féminins sont des romans axés sur « la » condition féminine. L'écriture de

13. G. PERREC, *L'Infra-Ordinaire*, Paris, 1989.

14 Michelle Perrot analyse aussi cette « faiblesse de l'accumulation personnelle » dans la classe ouvrière. M. PERROT, « Les vies ouvrières », dans *Les Lieux de mémoire*, P. NORA dir., t. II, Paris, 1992, p. 87.

15. *Pour le Bolchévisme*, éditée en avril 1983, destinée à un public malien et une brochure anonyme à diffusion plus large.

16. A. KEITA, *Femme d'Afrique : la vie d'Aoua Keita racontée par elle-même*, Paris, 1975. Son autobiographie se clôt en 1960, date à laquelle l'Union soudanaise – Rassemblement démocratique africain, dirigée par Modibo Keita, instaure un régime socialiste de parti unique.

soi est un domaine éminemment masculin en raison notamment du taux d'analphabétisme bien plus élevé chez les femmes et surtout de l'affirmation publique de soi qu'implique cette démarche. Comme l'écrivait Michelle Perrot au sujet des ouvriers français au XIX^e siècle, « dans ces conditions, prétendre à l'histoire, écrire sur soi est une [...] imposture »¹⁷. La collecte d'« archives personnelles » s'est donc avérée une piste limitée¹⁸.

Rapidement s'est imposé le constat que mes enquêtes de terrain devaient se réorienter vers les matériaux oraux, en optant pour une approche biographique¹⁹. Réaliser des récits de vie m'a permis d'adopter la perspective des acteurs et de mieux comprendre les mécanismes politiques, économiques et sociaux de leurs révoltes.

L'un des premiers défis rencontré au cours de mes enquêtes a été la préhension du « genre des territoires »²⁰. Si les femmes sont visibles dans l'espace urbain²¹, si elles investissent les rues, les marchés, les places, elles ne sont pas pour autant accessibles. Il s'agit de leurs lieux de travail où des contacts peuvent certes être tissés, mais où leur disponibilité et leur marge de manœuvre sont trop restreintes pour répondre aux questions d'une chercheuse. Comment libérer une parole sur le passé quand on est en prise avec les contraintes économiques et sociales du moment ? « Nous sommes fatiguées, nous travaillons beaucoup, beaucoup. Est-ce avec des questions comme ça que vous allez nous aider ? », se vit répondre Chantal Rondeau par une informatrice au cours de ses enquêtes sur les paysannes du Mali²². Pourtant, leur présence dans les espaces où se déploierent les manifestations, où éclatèrent les émeutes, où se déroulèrent les lynchages de ces dernières décennies, interroge l'image de mouvements exclusivement masculins, véhiculée par les archives. À l'inverse, les hommes occupent des lieux où s'élabore la contestation, où s'en perpétue la mémoire. Il suffit de se rendre à la bourse du travail, dans les universités, dans les lycées, dans les gares

17. M. PERROT, « Les vies ouvrières », art. cité, p. 99.

18. A. ARTIÈRES et D. KALIFA, « Présentation. L'historien et les archives personnelles : pas à pas », *Sociétés et Représentations*, 13 (2002), p. 7-15.

19. « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 62-63 (1986) ; « La bouche de la vérité ? La recherche historique et les sources orales », D. VOLDMAN dir., *Les Cahiers de l'Institut d'histoire du temps présent*, 21 (1992).

20. *Le Genre des territoires : féminin, masculin, neutre*, C. BARD dir., Angers, 2004.

21. Mes enquêtes furent menées en milieu urbain : principalement dans la capitale Bamako, mais aussi à Kayes, Ségou, Mopti et Sikasso. Il ne m'a pas encore été possible de faire des enquêtes dans le Nord en raison de la situation politique qui y prévaut depuis quelques années.

22. C. RONDEAU, *Les Paysannes du Mali. Espaces de liberté et changements*, Paris, 1994, p. 20.

ferroviaires, aux sièges des organisations politiques et syndicales, pour découvrir un monde social masculin, où chacun est prêt à relater ses faits d'armes. Loin des images éculées pointant l'invisibilité des femmes dans l'espace public des sociétés musulmanes, la mixité qui prévaut au Mali renvoie à cette « co-présence des sexes » que Erving Goffman définit comme « un type de relation sociale bien particulière, entre ségrégation et indifférenciation, où les femmes et les hommes sont ensemble et séparés »²³. Ces frontières sexuées, qui cloisonnent invisiblement les espaces, se retrouvent gravées dans les « lieux de mémoire », telles les statues ou les fresques qui parsèment les carrefours bamakois. Nombre de ces monuments commémorent les moments de résistances et de révoltes qui jalonnèrent l'histoire malienne. Les femmes y sont représentées, mais non comme agents de l'histoire. De la place de Sogolon évoquant deux femmes du XIII^e siècle – l'une princesse et l'autre mère de roi –, à la statue de la Maternité, en passant par le monument de l'Hospitalité ou par le monument des Martyrs érigé en mémoire des victimes de la répression des manifestations de 1991 et représentant une femme agenouillée levant les bras devant la dépouille de son fils, tous ces monuments subliment l'engagement maternel, le rôle de protectrices à travers les siècles. Même la présence d'Aoua Keita, seule figure féminine d'une fresque murale s'étendant sur vingt-six panneaux et relatant cent cinquante ans d'histoire, de la conquête coloniale au Mali indépendant, est ambiguë. Première femme députée, elle entre dans le panthéon des grands hommes non pas comme un personnage politique, mais comme une « héroïne culturelle »²⁴, aux côtés du griot Bazoumana Sissoko. Sur le terrain, l'organisation de l'espace mémoriel fournit donc déjà des indices quant à une distribution sexuée des activités et de la mémoire, qui enferme les femmes dans des rôles immuables de « gardiennes de quelque tradition sans âge [...] de créatures transhistoriques extérieures à la dynamique du développement historique »²⁵.

Au fur et à mesure que progressait ma quête des actrices, de nouveaux obstacles surgissaient pour les « faire parler ». Même dans leurs *grins*²⁶, où

23. E. GOFFMAN, *L'Arrangement des sexes*, H. MAURY trad., Paris, 2002, p. 36 (1^{re} éd., 1979).

24. M. J. ARNOLDI, « Symbolically inscribing the city : public monument in Mali, 1995-2002 », *African Arts*, 36/2 (2003), p. 61.

25. T. ZELEZA, « Discrimination de genre dans l'historiographie africaine », dans *Sexe, Genre et Sociétés. Engendrer les sciences sociales africaines*, F. Sow dir., Paris/Dakar, 2004, p. 95.

26. Réseaux informels de sociabilité où les individus se retrouvent selon leur classe d'âge, sexe, quartier, métier. Les *grins* féminins sont moins visibles que ceux des hommes, car les femmes se retrouvent davantage dans leurs salons ou dans les cours des maisons.

mes informatrices se retrouvent pour causer durant leurs heures de loisir, il ne sied pas aux femmes de débattre des questions politiques présentes, ni passées. Le passé est remémoré pour évoquer les filiations, mariages, relations de parenté. Ainsi, la mémoire sociale et collective de ces femmes s'inscrit dans les cadres familiaux²⁷. Pourtant, l'étude réalisée par Mamadou Diawara, à partir des sources orales du royaume du Jaara (du xv^e au xix^e siècle) situé au nord-ouest du Mali, met en lumière le rôle fondamental des femmes soninkées dans la transmission du savoir historique. Certes, les princes ne faisaient appel qu'aux hommes appartenant aux « gens de la bouche »²⁸, pour relater tout ce qui avait trait aux affaires publiques, mais chez les populations de condition servile, les femmes constituaient souvent « les principales historiennes de leur communauté »²⁹. Comment comprendre alors le refus de mes contemporaines de se livrer ? La prise de contact avec les associations féminines ne fut pas plus efficace : créées récemment avec la démocratisation du pays, leurs membres ne comprennent pas toujours l'intérêt de s'interroger sur des événements antérieurs à leur organisation. La modification de leurs conditions de vie dans un futur proche constitue le point focal de leurs revendications. Rapidement, mes entretiens se retrouvèrent donc soumis aux logiques militantes. En tant que jeune, femme, blanche, française, j'étais automatiquement considérée par mes interlocutrices comme une porte-parole potentielle de leurs causes auprès des institutions, des médias ou des ONG du Nord³⁰.

Finalement, la majorité des femmes avec lesquelles des entretiens furent réalisés sont des militantes bamakoises. Elles appartiennent à la minorité de femmes qui, dès leur jeunesse, intégrèrent le monde masculin des organisations formelles. Contrairement aux relations tissées avec leurs camarades, ma prise de contact avec ces femmes ne se fit pas par le biais de leur organisation mais bien plus lors de rencontres fortuites dans des conférences publiques ou en me rendant sur leur lieu de travail, après avoir remué ciel et terre pour les localiser. Enseignantes, politiques, journalistes, toutes manient avec aisance l'art de la parole en public et elles se confièrent facilement à une jeune chercheuse, me

27. M. HALBAWCHS, *Les Cadres sociaux de la mémoire*, Paris, 1952.

28. Expression employée par Mamadou Diawara pour remplacer le terme « griot » qu'il juge impropre.

29. M. DIAWARA, *La Graine de la parole*, op. cit., p. 128.

30. A. LE RENARD, « Partager des contraintes de genre avec les enquêtées. Quelques réflexions à partir du cas saoudien », *Genèses*, 81 (2010), p. 128-138.

remerciant de « faire la promotion de la femme malienne ». Cette phrase certes, gratifiante, est révélatrice de la teneur de leur récit. Témoigner représente pour ces femmes un acte d'engagement et une façon de renforcer leur assise dans l'espace public. Sans taire la présence de nombreuses anonymes dans les mouvements de contestation, c'est leur expérience de « femmes célèbres »³¹, au sein des organisations clandestines, qu'elles mettent en avant. Toutes nièrent une possible différence de traitement, une distribution sexuée des rôles : elles y étaient des militantes « comme les hommes ». Elles se posent en porte-parole de leur organisation, réajustant ainsi le manque de visibilité féminine en leur sein. « On ne se souvient pas seul » écrivait Paul Ricoeur dans une analyse de *La Mémoire collective* de Maurice Halbwachs³². C'est bien l'appartenance à un groupe qui rend légitime la prise de paroles de ces femmes face à une étrangère et qui structure leurs souvenirs.

D'ailleurs, qu'en est-il réellement de la relation de sororité mise en avant par mes informatrices ? Le refus de la majorité des femmes de répondre à mes questions et la spécificité sociologique de celles qui se plièrent au jeu de l'entretien soulignent à quel point l'interaction avec les enquêtées repose moins sur mon assignation sexuée « être femme », que sur mon objet de recherche. La coopération massive des hommes, quels que soient leur âge, leur milieu social ou la teneur de leur engagement, en témoigne. Mon approche des militants politiques est par ailleurs révélatrice de l'*agency* dont dispose une chercheuse dans un milieu masculin, de la façon dont elle doit composer avec des interactions où se mêlent rapports de sexe, de « race », de classe et d'âge³³. En effet, le corps, portant les « stigmates » du sexe et de l'origine³⁴, est « le point-zéro »³⁵, à partir duquel se construit l'entrée sur le terrain.

Ma participation à des réunions politiques, à des formations idéologiques, à des manifestations, la lecture d'ouvrages marxistes, furent le gage de mon entrée dans ces cercles militants. Mon capital culturel politique – hérité de mon histoire

31. A. B. KONARE, *Dictionnaire des femmes célèbres du Mali : des temps mythico-légendaires au 26 mars 1991*, Bamako, 1993.

32. P. RICEUR, *La Mémoire, l'Histoire, l'Oubli*, Paris, 2000, p. 148.

33. Je remercie Patrick Awondo de m'avoir transmis les enregistrements de la journée d'étude doctorale *Le Sexe et l'Orientation sexuelle du chercheur sur son terrain*, qu'il organisa avec Mélanie Gourarier, le 15 avril 2010, à l'École des hautes études en sciences sociales.

34. E. GOFFMAN, *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, A. KIHM trad., Paris, 1975 (1^{re} éd., 1963).

35. D. CÉFAI, « Le corps : point-zéro de l'enquête », dans *L'Enquête de terrain*, Paris, 2003, p. 544.

personnelle et acquis au cours de mon parcours universitaire – conçu comme une compétence masculine au Mali, me permit de contourner mon assignation sexuelle ou, pour reprendre les termes de Mélanie Gourarier, de procéder à un « ajustement identitaire »³⁶. Je fus alors considérée comme une jeune militante, à laquelle les anciens se devaient de transmettre leurs expériences. Ces derniers utilisèrent mes séances d'entretiens collectifs pour faire passer, aux plus jeunes, la mémoire de leur organisation, n'hésitant pas à formuler des remontrances à l'égard de leurs cadets masculins qui, contrairement à la « toubab » que je suis³⁷, n'étaient pas des oreilles attentives à leurs histoires. Ainsi, comme le remarquent respectivement Mamadou Diawara³⁸ et Cheikhna Wagué³⁹, le contexte des migrations régionales et internationales des jeunes hommes, le bouleversement des modalités de transmission de la mémoire des aînés aux cadets, constituent, parfois, des éléments favorables aux chercheurs menant des enquêtes, même s'ils sont étrangers ou de sexe féminin. Mon statut d'étrangère ne me fut reproché qu'une seule fois, par un lieutenant à la retraite, ancien geôlier du bagne de Taoudenit : « Non ! Je ne vous dirai pas [...] Votre histoire là [...] Il ne faut pas rentrer dans les secrets du Mali ». Il m'en dit cependant beaucoup au cours de quatre heures d'entretiens enregistrés à son domicile.

La facilité avec laquelle des entretiens furent menés avec les hommes témoigne d'une concurrence mémorielle qui se joue entre les différents individus ou groupes sociaux, cherchant par ce biais à valoriser « leur » histoire. Mes enquêtes débutèrent souvent par des entretiens collectifs dans des groupes sociaux professionnels et militants qui se donnent à voir dans l'espace public : cheminots, enseignants, chefs de quartiers, militants, commerçants. Dans ce type d'entretien, le chercheur est rapidement mis à l'écart et les enquêtés se font enquêteurs. L'émulation de groupe permet alors de dépasser un certain nombre de tabous et de soulever de nouvelles thématiques. Dans la mesure du possible, des entretiens individuels suivirent afin de dresser des récits de vie. Plusieurs militants rencontrés dans des villes

36. M. GOURARIER, « Négocier le genre ? Une ethnologue dans une société d'hommes apprentis séducteurs », dans *Le Sexe et l'Orientation sexuelle ...*, op. cit.

37. Expression utilisée en Afrique de l'Ouest pour désigner les Occidentaux et les Blancs.

38. M. DIAWARA, « Les recherches en histoire orale menées par un autochtone, ou l'inconvénient d'être du cru », *Cahiers d'études africaines*, 87 (1985), p. 8.

39. C. WAGUÉ, *Les Communautés soninkées du Fouta Toro (Mauritanie, Sénégal) depuis la fin du XVIII^e siècle. Peuplements, migrations et stratégies identitaires*, thèse d'histoire sous la direction de Pierre Boilley, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2010, p. 34-36.

secondaires me recontactèrent d'eux-mêmes pour mener des entretiens en tête-à-tête, lorsqu'ils se déplaçaient à Bamako, afin d'apporter de nouvelles informations, voire des contradictions avec les entretiens collectifs précédents. Ils me fournirent de nouveaux contacts, au Mali comme en France, et parfois me transmirent des archives personnelles retrouvées chez eux. Ces hommes se posent ainsi en dépositaires de la mémoire contestataire, mettant en œuvre divers moyens pour que j'entende leurs voix. Certes, mes recherches sont l'enjeu d'une captation par certains, qui m'orientent dans de mauvaises directions ou me ferment l'accès à d'autres acteurs. L'attitude des militants à l'égard de leurs épouses est caractéristique de cette marginalisation des femmes dans la course à la reconnaissance. Ils empêchèrent toute rencontre avec ces dernières au motif qu'elles ne parlaient pas français, qu'elles ne pourraient rien me raconter de plus ou que ces histoires ne les intéressaient pas ou plus. Transgresser cet interdit aurait signifié la rupture des liens avec mes informateurs masculins, sans donner pour autant accès aux paroles de leurs épouses. En effet, nombre de femmes ont intégré cette hiérarchisation qui prévaut dans la transmission mémorielle. L'exemple de mon hôtesse à Kayes en témoigne. Cette institutrice d'une quarantaine d'années, kaysienne d'origine, militante au Syndicat national de l'éducation et de la culture (SNEC) et au Congrès national d'initiative démocratique (CNID)⁴⁰, me semblait être une bonne introductrice dans les milieux féminins militants de la région. Pourtant, malgré mes efforts, elle ne se départit jamais de son rôle d'intermédiaire. Refusant sans cesse le statut d'informatrice, elle contournait mes questions en me renvoyant à ses aînés masculins qui avaient été ses formateurs politiques et syndicaux. Le soir, elle s'enquérât de savoir si j'avais pu rencontrer les personnes indiquées, si j'avais besoin de son aide technique sans jamais m'interroger sur le contenu des informations récoltées. À l'inverse, en échange d'un rapport d'enquête sur ma journée, son mari, qui n'appartenait à aucune organisation, me relata son expérience de cheminot – il avait été licencié avec la privatisation du rail en 2003 – et de mineur dans une exploitation aurifère. Ainsi, pour reprendre les mots de Françoise Thébaud, le « poids du genre » conditionne mon accès au terrain⁴¹. Mais, bien plus que mon assignation sexuée, c'est mon objet d'étude qui construit la dimension masculine de mes enquêtes orales.

40. Il participa activement à la révolution de 1991.

41. F. THÉBAUD, « Entre parcours intellectuel et essai d'ego-histoire. Le poids du genre », *Genre et Histoire*, *op. cit.*

« Forme du rapport au temps et à l'espace, la mémoire, comme l'existence dont elle est le prolongement, est profondément sexuée »⁴². Partant de cet énoncé de Michelle Perrot, il convient désormais d'interroger les silences, les contournements, les « façons de dire et façons de faire » des femmes interrogées qui informent⁴³, malgré tout, sur leurs engagements. L'exemple de la révolution de 1991 pour laquelle je dispose d'un important corpus d'entretiens⁴⁴, est, sur ce point, révélateur. À la question « Pourquoi êtes-vous sorties le vendredi noir ? », jour où l'armée tira sur les manifestants, deux de mes informatrices me répondirent : « par curiosité ». Leur première réaction fut donc de se poser en spectatrices des événements. La suite des entretiens révéla cependant, pour chacune, une présence bien plus active que celle formulée au départ. Une connaissance précise des faits par le chercheur permet de réintroduire leurs descriptions dans des événements précis, de relire leurs récits au regard des chronologies extraites des archives. À la lumière des indices relevés dans leurs témoignages, la majeure partie de mes informatrices participèrent activement aux journées sanglantes qui précédèrent le coup d'État de 1991 : elles ramassèrent les blessés, les soignèrent, allèrent donner leur sang à l'hôpital, mobilisèrent leurs voisines, manifestèrent et furent aussi victimes des balles. Inversement, à l'exception d'un journaliste chargé de couvrir les événements, aucun des hommes interrogés à Bamako et adultes au moment de l'insurrection n'était dans la rue. Regroupés à la bourse du travail devenue quartier général de l'opposition, entrés en clandestinité pour fuir la répression, ils concentrent leurs témoignages sur les tractations politiques qui firent tomber la dictature mais disent bien peu sur ce qui se joua dans les artères ou les concessions. Quant aux cheminots, nombre d'entre eux disent ne pas s'être sentis concernés par la teneur politique du conflit. L'analyse des témoignages sur les événements de 1991 fait donc ressortir une mémoire plus générale et idéologisée chez les militant-e-s, qui sont ordinairement des hommes, par opposition à une « mémoire de situation »⁴⁵, s'attardant sur l'ambiance des cortèges, les chants,

42. M. PERROT, *Les Femmes ou les Silences de l'Histoire*, Paris, 1998, p. 20.

43. Y. VERDIER, *Façons de dire, Façons de faire. La laveuse, la couturière, la cuisinière*, Paris, 1979.

44. Une trentaine de témoins, dont l'ensemble de mes informatrices, me relatèrent leur implication dans ces événements.

45. G. DERMENJIAN et D. LOISEAU, « Vingt années d'histoire orale mi-académique, mi-militante », dans *Quand les Femmes témoignent...*, *op. cit.*, p. 71.

la description des lieux et des émotions ressenties, véhiculée par les femmes et par les jeunes exclus des modes d'organisation formels.

Interroger l'expérience de terrain, au prisme du genre, participe d'un double processus d'accès aux connaissances. La lecture de l'organisation spatiale, l'observation et la participation aux interactions sociales, l'intégration des normes et des habitus des enquêté-es, donnent accès à une connaissance sensible des mouvements de contestation. Intégrer à l'analyse des pratiques contestataires collectives qui ne transparaissent que partiellement dans les archives, tels que les usages sociaux du corps, les migrations, les réseaux de solidarité informels, permet de rendre visible et d'historiciser des procédés de l'action collective, mais aussi de réinterroger la notion même de « mouvements sociaux ». Tout l'enjeu des enquêtes de terrain est bien d'ouvrir les recherches historiques à de nouvelles approches, héritées d'autres disciplines, qui offrent un renouvellement des objets à étudier.